

Sénégal : faire échec au parasitisme des élus

samedi 2 novembre 2013, par [SAGNA Guy Marius](#) (Date de rédaction antérieure : 1er octobre 2013).

Dans un pays où les citoyens sont volés par leurs élus, il est tout à fait naturel qu'ils veuillent savoir pourquoi. La révélation est grave ! Les députés ont reçu 100 000 F CFA en guise de soutien pendant le mois de ramadan. Ils recevaient sous Wade et le PDS 200 000F CFA et même 300 000 pour la Tabaski. L'argent proviendrait des fonds illégaux et secrets du président de l'Assemblée nationale. S'il est un des domaines qui prouve qu'alternance n'est pas alternative, c'est celui des mœurs politiques.

Sommaire

- [La pédagogie du contre-exemple](#)
- [La grande alliance des parasit](#)
- [Pas de place pour le sukeru](#)
- [Des réformateurs à la petite](#)

« Gouvernance sobre et vertueuse », « la patrie avant le parti » disent-ils. Plus que des slogans creux, le peuple, qui s'est notamment mobilisé aux cris de « Y en a marre », attendait des actes forts à la hauteur des sacrifices consentis quand il disait non à la dévolution monarchique, non à la violation de la constitution.

La leçon est qu'ils ne peuvent pas scier la branche sur laquelle ils sont assis.

« Dixit la constitution » ou la légalisation de l'illégitime n'y changera rien. La comparaison avec d'autres pays n'y fera rien. Nous avons affaire à un système parasitaire cinquantenaire qui vit et survit de manière indécente et insultante des deniers publics du 167^e pays sur 187. Il s'agit d'un vol légalisé !

Il fallait de la pacotille et de l'alcool frelaté pour que les royaumes esclavagistes participent à la traite négrière atlantique. Il faut une aristocratie politique, syndicale, religieuse... perfusée aux fonds secrets, aux enveloppes nuitamment sorties du palais... pour que la majorité de la classe politique collabore au semi-colonialisme. Il faut une clientèle politique « shootée » aux espèces sonnantes et trébuchantes pour la fidéliser comme chair à canon contre le peuple tout entier.

Quand un pays comme le Sénégal est dominé, pillé avec la complicité de la majorité de sa classe politique, cette collaboration avec l'impérialisme n'est jamais gratuite. La contrepartie de cette trahison d'apatrides est la possibilité de vampiriser une partie des miettes qui a échappé au pillage.

Le salaire de la résistance est l'assassinat (Thomas Sankara) ou la mort dans la misère (le regretté Moussa Jileen Diop). Le salaire de la collaboration est un assistanat indu.

La pédagogie du contre-exemple

Ils pleurnichent à cause de leurs nombreux militants à alimenter qui feraient d'eux des services d'« assistance sociale ambulant » et donc des distributeurs automatiques. Ils ne récoltent que ce qu'ils

ont semé. Ils ont transformé les partis politiques en groupements d'intérêt économique. Il n'y a plus d'idéologie, plus de conviction. Seul importe le compte bancaire du dealer politique qui n'hésite pas à monnayer le soutien d'une base appauvrie par les plans d'ajustement structurel et donc par lui-même. Cet investissement politique lui rapporte souvent gros. Et bonjour la saison des partis politiques qui poussent comme des champignons. Venimeux d'abord pour l'électeur. Vénéneux ensuite pour le contribuable ! Vicieux enfin pour le peuple.

Pauvres comités de gestion de forage et de santé. Pauvres conseils d'administration d'établissements publics de santé et bureaux d'associations. Quels exemples pour les élus locaux ! Quels messages pour les élus associatifs ! Se servir et non servir ! Quelle contagion jusqu'à la base ! Quel développement par la base ? Belle pédagogie par le contre-exemple !

Quelle confirmation que « le poisson pourrit par la tête » et que « la canne se courbe à la tête » !

Comment convaincre les villageois qu'il n'y a pas de différence entre politique et développement ? Comment convaincre les élus associatifs de ne pas faire comme les députés et ministres mais d'être comme la croûte[1].

Les peuples ont les dirigeants qu'ils méritent est la moitié d'une vérité dialectique dont l'autre est : les dirigeants ont les peuples qu'ils méritent.

La grande alliance des parasites

La recherche du semi-colonialisme parfait revient aussi à se demander : comment conserver un pouvoir apatride donc ouvertement anti-populaire ? Parallèlement au verrouillage de l'accès au pouvoir par de multiples artifices (caution censitaire, mode de scrutin), ils achètent et entretiennent clientèles politiques, cartes d'électeurs... Cela a fait naître des vocations. « Il sait faire la politique », dit-on de quelqu'un qui est passé maître dans l'art de tromper le peuple afin d'atteindre son objectif. Et quand cela arrive, les commentateurs de lâcher le lapsus de polichinelle : « il est au faîte de sa carrière politique ». Carrière ! Le mot est lâché. Carrière ou affairisme politique. Quand la carrière du dealer politique s'arrête un jeudi soir ou après la publication des listes de candidats, même le drapeau national s'y brûle. Aucune hésitation pour instrumentaliser la région, la religion, la confrérie, le sexe, la nationalité... qui n'auraient pas de représentant au gouvernement ou dans un de ces machins aussi inutiles que budgétivores pour exprimer sa colère.

Depuis plus de 50 ans, c'est ce modèle de « démocratie » qui est imposé par la grande alliance des parasites de la république. Comment ne pas reprendre le chœur du peuple : « Ils sont tous pareils ! » ? Pas exactement ! Là où il y a oppression, il y a alternative.

Il y a 237 ans, Thierno Souleymane Baal, au Fouta Tooro préconisait : *« Détrônez tout imâm dont vous voyez la fortune s'accroître et confisquez l'ensemble de ses biens ; combattez-le et expulsez-le s'il s'entête ; veillez bien à ce que l'imâmât ne soit pas transformé en une royauté héréditaire où seuls les fils succèdent à leurs pères ; l'imâm peut être choisi dans n'importe quelle tribu ; choisissez toujours un homme savant et travailleur ; il ne faudra jamais limiter le choix à une seule et même tribu ; fondez-vous toujours sur le critère de l'aptitude. »*

Pas de place pour le sukeru koor

Il y a 4 ans, deux conseillers municipaux de Koungheul, Frédéric Thialla Mané et Emmanuel Banco

Mané, interpellèrent leurs collègues et arrivaient avec la pression de l'opinion publique communale à mettre un terme à la tradition du *sukeru koor*.

« Nous prenons notre plume pour nous prononcer publiquement sur une question à ne pas traiter avec banalité. Sur un débat dont dépend l'attitude du conseil municipal de la commune de Kounghoul sur toutes les autres questions auxquelles il aura à faire face. »

Depuis quelques jours, il est question d'accorder du « *sukeru koor* » aux conseillers et aux agents municipaux. Le maire et ses deux adjoints font l'objet de pressions énormes pour qu'aboutisse cette revendication de conseillers d'une époque que la population de Kounghoul dans sa majorité voulait voir jetée dans les poubelles de l'histoire basement politicienne en votant Pencoo le 22 mars. L'affaire est grave. D'autant plus inadmissible, inacceptable, et indécente que c'est au même moment où l'on dit que les caisses de la commune sont vides et que les besoins et aspirations des populations ne peuvent être satisfaits par les miettes que le régime semi-colonial de Wade appelle un transfert de ressources. La menace pour celles et ceux qui ont voté pour le changement est importante. Car tout le monde a vu que les récentes pluies ont causé beaucoup de dégâts dans plusieurs maisons notamment celles des masses paysannes et populaires pour lesquelles ces conseillers, dont nous ignorons pour l'instant l'identité, n'ont aucun respect, aucun égard pour la situation difficile qu'elles traversent.

Ces conseillers qui veulent se sucrer sur le dos des populations en demandant leur « *sukeru koor* » sont dangereux. Car, par la manipulation des sentiments religieux dans ce mois béni du ramadan, ils pensent que cela passera. Nous pensons que les chefs religieux préfèrent mieux savoir les femmes et les hommes qui composent leur communauté épanouis dans une commune avec de bonnes politiques municipales dans les domaines de l'éducation, de la santé, de l'assainissement, de l'accès à l'eau et à l'électricité plutôt qu'avec un sachet de sucre. La priorité n'est ni dans les « *sukeru Pâques* » ou « *sukeru koor* ». Encore que les conseillers ne doivent pas se cacher derrière la religion pour s'octroyer des privilèges indus. En réalité, certains conseillers veulent perpétuer la politique municipale de Pacoo qui avait cours les années précédentes. Pacoo des parcelles. Pacoo des cantines du marché. Pacoo des taxes collectées. Pacoo du frigo du marché. Pacoo dont on connaît les conséquences. Notre place de l'indépendance « *cantinisée* », accaparement des parcelles par une minorité pour la plupart anciens conseillers ou parents, amis, et camarades d'anciens conseillers, municipalité exsangue...

Nous avons entendu dire que certains voudraient de ce *sukeru koor* pour redistribuer à leurs militants. A ces Robin des bois qui veulent voler notre municipalité pour donner à leurs pauvres militants nous disons : touchez pas à notre argent ! Même si le président Wade se permet de donner des millions en guise de « *sukeru koor* », nous refusons cette pratique politique dans notre commune. Messieurs les conseillers il n'y a pas de place dans le budget des populations pour votre « *sukeru koor* ». Allez voir ailleurs !

Si nous laissons passer ce « *sukeru koor* » pour les conseillers, ce sera la continuité. Cinq ans de Pacoo et de Maa tey. Les conseillers auront un quota de parcelles, de cantines, de... Ce sera la lutte des places. Or les populations ont voté le changement pour qu'on les serve et non qu'on se serve d'eux.

Pour notre part, nous allons nous battre pour faire barrage à ce projet contraire aux intérêts des populations. Dans cette perspective nous dénoncerons publiquement tous les conseillers qui battent campagne pour le Pacoo c'est-à-dire pour qu'il leur soit octroyé le « *sukeru koor* ». Nous avons choisi Pencoo ! Et vous ? »

Nos déshonorables députés ont choisi. Et nous ?

Des réformateurs à la petite semaine

Un autre système politique dans un autre Sénégal est possible ! C'est pourquoi, l'inéligibilité pour 10 ans en cas de détournement de deniers publics est une fausse solution à un vrai problème qui n'est révolutionnaire que pour des réformateurs à la petite semaine plus soucieux d'améliorer le système, c'est-à-dire plus soucieux de continuité que de rupture.

La révolution, la rupture et donc l'alternative, c'est le paiement d'indemnité de session raisonnable aux députés du peuple sur présentation de jetons de présence. C'est la suppression des fonds secrets. C'est le plafonnement des salaires du président et autres au salaire le plus élevé de l'administration sénégalaise. C'est...

« *C'est de la folie !* » C'est un suicide structurel et transformationnel à l'image de celui prôné par Thierno Souleymane Baal et les deux conseillers municipaux de Koungheul. C'est un renoncement à des privilèges indus au moment où le peuple est dans la misère, la soudure, le chômage, l'anémie... et afin de contribuer à mettre de l'éthique dans l'étiquette « honorable ».

Choisissons d'ouvrir sur un autre Sénégal les yeux de nos petits enfants !

Guy Marius Sagna

P.-S.

* Bulletin d'information du groupe de travail « *Afriques en lutte* » n°24- automne 2013.